



1^{er} Février 2014

Emmaüs lance un nouvel appel à la mobilisation citoyenne, partout en France

 **60 ans de l'appel de l'abbé Pierre**
Samedi 1^{er} février à 11h



Le 1^{er} février 1954, un homme seul, l'abbé Pierre, indigné par la situation des sans abris, lançait un appel à la solidarité alors que l'hiver faisait rage. Il a marqué les esprits et déclenché une vague de solidarité citoyenne sans précédent connue sous le nom de « l'insurrection de la bonté ».

Depuis 60 ans, le Mouvement Emmaüs, solidaire et laïc, lutte contre toutes les formes d'exclusion afin de (re)donner une place aux plus fragiles dans une société qui rejette chaque jour un peu plus ceux qui tentent de vivre ou survivre. Emmaüs a considérablement grandi et n'a eu de cesse de développer et de proposer des solutions innovantes afin de répondre aux besoins exprimés par les personnes qu'il accompagne.

De 10h à 13h
La communauté Emmaüs Var
et la Fondation Abbé Pierre
Vous accueillent
Le 1^{er} Février

Place d'Armes
A TOULON

**Apportez nous vêtements
chauds et couvertures qui
seront redistribués aux
associations oeuvrant
auprès des plus démunis.**

En 2014, la pauvreté et l'exclusion atteignent des niveaux très préoccupants en France : notre pays compte aujourd'hui 8,8 millions de pauvres. Les inégalités ne cessent de se creuser au sein de la société. Le contexte de crise politique, sociale et environnementale actuelle marque la fin d'un système et la perte de valeurs morales fondatrices de notre société.

Le Mouvement, en s'appuyant sur sa longue expérience, dans le sillage des combats portés par l'abbé Pierre, se doit de dénoncer avec force cette réalité insupportable, de dire « ça suffit » et d'affirmer qu'il n'y a aucune fatalité à la misère d'une minorité, que chacun peut vivre dignement de son travail et être un citoyen à part entière.

C'est pourquoi Emmaüs lancera, le 1^{er} février 2014, un nouvel appel, partout en France, afin d'inviter les citoyens à se mobiliser pour que des solutions soient trouvées, que les personnes en situation d'exclusion ne se retrouvent pas dans des impasses et que la lutte contre la pauvreté devienne la priorité des politiques publiques.